L'ABEILLE DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

BUREAUX No 73, rue de Chartres, NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 9 OCTOBRE 1865. Entre les rues Bienville et Conti

NOUVELLE-ORLEANS
LUNDI MATIN, 9 OCTOBRE.

MM. Drake & Markham, rue du Camp, No 56, ont un magnifique assortiment de bottines polonaises de dames, de demoiselles et d'enfants, pour le froid.

Pour la liste des arrivages et des départs ainsi que des importations, exportations et consignations, et ce qui concerne le mouvement du port en général, voir la partie anglaise.

ANNONCES
De la deuxième Page.

On trouvera désormais à la deuxième page de l'*Abeille* toutes les annonces de ventes à l'encan et de ventes judiciaires, ainsi que les avis de shérif et des cours.

Et à la troisième page, nombre d'annonces.

Ventes à vendre ce ce jour.

Pour l'heure et les détails, voir aux annonces.

Par Hoffman & Marks—au magasin No 13 de la rue de Chartres, grande vente sans réserve, de castimir, articles, flanelles, tricotines, mousseline de laine, couvertures, &c.

Par G. Lécomte—à sa salle d'encan, châles en mérinos, en cachemire et en laine, draps, castimir, mérinos, flanelle, &c.

Par E. Gutierrez—au coin des rues Orléans et Johnson, le fond d'une épicerie.

Par G de Félix—à 11 heures, à l'encaissure des rues Royale et Orléans, divers articles, tels que meubles, étagères, fauteuils, crétonnes et 500 livres, &c.

Le spiritisme dévoilé.—Nous suspendons aujourd'hui la publication du Feuilleton pour donner le compte-rendu de la fameuse séance dans laquelle le mystère des manifestations produites par les frères Davenport a été dévoilé. Ce compte-rendu complète les articles que nous avons publiés sur ce sujet dans nos deux dernières éditions du dimanche. On le trouvera à la seconde page.

La France et l'Allemagne.

Nous n'avons pas voulu soumettre nos lecteurs des interminables démêlés diplomatiques de la Prusse et de l'Autriche à l'occasion des duchés enlevés à la couronne du Danemark par les armes réunies de ces deux puissances. Cependant nous avons donné les bases de la fameuse convention de Gastein, par laquelle la Prusse s'octroyait le duché de Lauenbourg en échange de certaines concessions faites à l'Autriche. Du droit des populations à se choisir leur gouvernement, il n'a pas été question dans le pacte austro-prussien, et quant à la Diète fédérale dont les deux grandes puissances allemandes n'avaient été dans le principe que les agents exécutifs, il n'en a pas même été fait mention. En fait, l'Autriche et la Prusse semblent considérer qu'elles peuvent disposer à leur guise des trois duchés conquis sur le Danemark, et ce n'est ni le respect des décisions de la Diète germanique ni la crainte du mécontentement des petits princes allemands qui les empêcheraient de disposer du territoire du Schleswig et de celui du Holstein comme elles viennent de disposer de celui du Lauenbourg. Mais elles craignent d'une part les réclamations de la Hesse, qui a certains droits héréditaires à faire valoir, et de l'autre les protestations de la France.

La France a été, en effet, la première à dire son mot sur cette convention de Gastein qui rappelle les pactes iniques par lesquels la Pologne fut partagée. Dès le début de la guerre du Danemark, le gouvernement français, fidèle au principe des nationalités dont il s'est fait l'apôtre en Europe, a émis le vœu que les populations des duchés fussent consultées et appelées à décider elles-mêmes de leur sort. Ces populations sont mi-partie danoises et mi-partie allemandes. Les danois ou descendants de danois comptent naturellement désiré rester attachés au Danemark, tandis que les allemands veulent faire rentrer les duchés dans la confédération germanique. Un vœu loyal eut pu désarmer les forces relatives des deux partis. Mais ce qu'il y a de certain c'est que les habitants des duchés danois ou allemands, ne souhaitaient nullement être annexés à la Prusse ou partagés entre les concurrents. Ils préféraient avoir la faculté de conserver leur autonomie sous un gouvernement de leur choix.

Les deux puissances qui ont eu si bon marché de la petite armée du Danemark, se sont crues, en vertu de la conquête, de fouler aux pieds les droits des habitants qu'ils avaient solennellement libérés du joug danois et d'oublier leurs engagements envers la Diète. Mais ils n'ont pas songé qu'en même temps ils méconnaissaient les droits internationaux et déblairaient enfin façon le protocole de Londres et les traités de Vienne.

C'est ce que le ministre des affaires étrangères de France vient de leur rappeler dans une circulaire très sèche et très vive, dont nous donnons plus loin la substance. Il faut assurément voir là le point de départ de négociations importantes qui seront conduites avec une rapidité dont pourra ne pas s'accommoder la lenteur tudesque. L'Autriche et la Prusse ont mis trois ans pour arriver à la convention de Gastein, qui n'est pas une solution de la question des duchés, mais seulement un ballon d'essai. Une simple note du gouvernement français vient tout remettre en question, et nous ne serions pas étonnés de voir un congrès des grandes puissances européennes appelées à se prononcer en dernier ressort sur ce débat qui menace d'être une source permanente de discorde en Allemagne.

L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1867.

Nous avons déjà publié divers renseignements relatifs à l'exposition universelle qui doit avoir lieu en France en 1867. Nous recevons à ce sujet de M. Fauconnet, gérant du Consulat de France à la Nouvelle Orléans, la communication suivante :

Nlle Orléans, octobre 1865.

Monsieur le Rédacteur,

Les journaux de ce matin publient une communication de l'honorable secrétaire d'Etat au maire de cette ville, relative à l'exposition universelle de 1867.

Comme j'ai de mon côté reçu de Son Excellence M. le ministre des Affaires étrangères à Paris un exemplaire des réglements adoptés par la Commission impériale, je vous prie monsieur le rédacteur, de vouloir bien informer vos lecteurs qu'ils trouveront à ce Consulat tous les renseignements qu'ils peuvent désirer sur l'organisation et les conditions de cette grande exposition.

Recevez, monsieur le rédacteur, les assurances de ma parfaite considération.

Le gérant du Consulat, FAUCONNET.

Direction du chemin de fer des Opelousas.—Le gouverneur a nommé M. G. W. Squires, de la Nouvelle Orléans, le Dr A. Duperrier, de St Martin et le Dr Shakespeare Alleu de St Mary, directeurs du chemin de fer des Opelousas pour l'Est.

Vente de chaussures, Cardes, &c.—MM. Hoffman & Marks, encanteurs, 38, rue de Chartres, vendront, mardi, 10 du courant, 200 caisses de chaussures fines assorties ainsi que 150 caisses cardes à coton et à laine, la plupart de Whitmore. Voir l'annonce. 2f

Chaussures et cardes à coton.—MM. Hoffman & Marks vendront à l'encan dans leur salle rue de Chartres No 38, mardi dix octobre à 10 heures, 200 caisses de chaussures de tout genre récemment reçues et 450 caisses de cardes à coton et à laine—Voir l'annonce. 2

Chandelles.—C'est une chose rare que de pouvoir se procurer des chandelles qui peuvent être détaillées à 5 sous pièce, en laissant un détaillant un grand profit. M. S. Hexes, No 3, rue Tchoupitoulas, a cet article avantageux.—Voir nos annonces.

Comestibles fins.—La maison Ant. Lasala, 9 et 11 rue Jefferson, a reçu un envoi de saucissons, fromages, thon à l'huile, &c., que nous signalons en connaisseurs de détail et aux connaisseurs.—Voir l'annonce.

Marchandises sèches à l'encan.—MM. Hoffman & Marks vendront à l'encan aujourd'hui, à dix heures du matin, le contenu du magasin rue de Chartres No 13, comprenant des étoffes de tout genre, 1,800 douzaines de chaussettes anglaises et allemandes, des couvertures françaises, des pièces de mousselines et des chemises de voyage. Voir l'annonce.

SORDRE IMPORTANTS.

Nous reproduisons ci-dessous deux ordres du major-général Sherman, qui pour n'être pas d'une date fort récente et n'avoir jamais été publiés, n'en sont pas moins fort importants :

Quartier général du District Oriental de la Louisiane,
Nlle Orléans, le 29 juil. 65.

Ordres généraux, No 41.

C'est avec peine et regret que le général commandant voit qu'il est de son devoir d'appeler l'attention des officiers et soldats de son commandement sur les rapports fréquents qui lui parviennent au sujet des mauvais traitements et des grosses irrégularités qui ont provalement entre les troupes de couleur et les citoyens et dans le voisinage de la plupart des postes et des stations situés dans les limites de son commandement.

Il y a sans aucun doute, fonds des deux côtés, mais il est au pouvoir et c'est le devoir des commandants de poste de mettre un terme à un tel état de choses. Les citoyens doivent être protégés contre les soldats, blancs ou noirs, armés ou non.

Le soldat n'a rien à faire avec la question de loyauté des individus, et les officiers et soldats sont prévenus qu'ils doivent s'abstenir de toute action privée et non officielle en pareille matière. On ne doit prendre, envers les personnes déloyales, que des mesures convenables et légales; et c'est le devoir de tous les commandants de faire arrêter et traduire devant les cours tous les citoyens accusés d'actes de délloyauté spécifiés. En l'absence d'autre de ce genre particulièrement spécifiée et prévenue avec tous les sarcasmes de la vérité, il est injuste, imprudent et impolitique de créer et de propager par de simples assertions de mauvais sentiments entre les parties. En ce moment, surtout, c'est le devoir de tous d'entretenir des relations amicales et cordialement. Il n'est pas de devoir plus élevé.

Pour mettre fin aux irrégularités de la part des troupes, il est ordonné par la présente qu'on exécute avec plus de soin que par le passé les ordres concernant les passes, et si les circonstances le requièrent, elles devront être entièrement supprimées.

Les soldats ne pourront emporter de leurs quartiers leurs armes ou armes de côté, à moins qu'ils ne soient détachés pour un service armé.

Aucuns détachements de troupes de couleur ne seront envoyés de leurs postes, pour faire un service armé, sans avoir à leur tête un officier commissionné.

Nul soldat ne pourra entrer dans le domicile d'un citoyen sans une autorisation spéciale de son officier commandant, pour chaque fois.

Nul détachement n'entrera nulle part pour opérer des recherches ou perquisitions, sans les ordres écrits de l'officier commandant le poste ou le camp, et le détachement en ce cas sera commandé par un officier commissionné, qui sera tenu pour strictement responsable de toutes les déprédations qui pourront être commises.

Les gardes sont prévenus qu'ils doivent mettre plus de soin et de fidélité dans l'exercice de leurs devoirs pour empêcher l'absence des hommes de leurs quartiers sans congé.

Les officiers commandants ne laisseront pas les africanchis, hommes ou femmes, vagabonder dans l'oisiveté près des postes. Ils feront tous requis de chercher et de trouver de l'occupation et, s'il le faut absolument pour empêcher le vagabondage, un travail leur sera assigné par l'officier commandant, ou ils seront arrêtés et rapportés à l'assistant commissaire du Bureau des Réfugiés, des Affranchis et des terres abandonnées.

Par ordre du major-général T. W. Sherman, brévoté. B. B. Campbell,
capitaine, A. A. gén.

Quartier-général du District Oriental de la Louisiane,
Nlle-Orléans, 1 septembre 1865.

Ordres généraux No. 50

Les officiers commandants de tous les postes et stations au nord de la Nouvelle Orléans et à l'ouest du Mississipi, feront, jusqu'à nouvel ordre, (ce samedi) un rapport hebdomadaire succinct au quartier général, de tous les événements importants qui sont transpiré pendant la semaine ; ledit rapport devront donner une juste idée de l'état loyal et politique de la population, des progrès accomplis dans le rétablissement de l'autorité civile, des progrès d'assimilation entre les parties naguère hostiles, et diront jusqu'à quel point généralement les habitants coopèrent avec les autorités dans l'établissement du nouvel ordre de choses.

Ces rapports diront aussi jusqu'à quel point la population de couleur répond aux vues du gouvernement en cherchant de l'emploi et en se livrant à l'industrie, et jusqu'à quel point elle est disposée à vivre dans la paresse et la dissolution.

Le rapport sera accompagné de toute suggestion concernant les sujets qui peuvent être de quelque utilité pour ce quartier général.

Par ordre du maj gen. brevet T. W. Sherman.

B. B. Campbell,
Capitaine A. A. gén

NOUVELLES D'HAITI.

Les nouvelles d'Haïti vont jusqu'au 9 septembre. Le 6 courant, le Président Geffrard était aux Gonaïves, d'où il a lancé une proclamation consolante qu'il a été retenu dans ce district par l'état sanitaire de son armée. Il engage ses soldats à persévérer et exprime sa confiance dans leur loyauté. Il les supplie de former l'ordre et non récite intéressée, et ajoute qu'il ne doit pas être dit qu'une poignée d'insurgés au Cap Haïtien a mis toute l'île en révolution. En attendant, Salnave tient toujours bon dans la place qu'il occupe.

St Domingue est tranquille. On y a célébré un carnaval de trois jours en l'honneur de la paix et de la réconciliation de Pimentel et de Cabral.

CHRONIQUE LOCALE

Vol.—Un voleur s'est introduit hier matin, entre trois et quatre heures, chez M. Velasco, au coin des rues Poydras et Camp et en a emporté une montre en or de prix. La police ayant été informée du vol, M. Boulton a été chargé de découvrir le coupable. Il n'a pas tardé à trouver la montre sur un watchman du nom de Garesbourgh ; ce dernier a déclaré John Stauffer comme la personne qui la lui avait donnée pour qu'il s'assurât combien elle valait.

Stauffer a été arrêté, et Gainsbourgh est rayé du cadre de la police en attendant le résultat d'une enquête.

Arrestation.—Anny, négresse, a été arrêtée, samedi, dans le 1er District, sous prévention d'avoir enlevé, de chez M. E. T. Fellows, à l'angle du Tivoli Circle et de la rue Dolord, de l'argenterie évaluée à sept cents piastres. Elle avait été employée dans la maison en qualité de servante.

Votants enregistrés.—Le nombre de votants enregistrés était, samedi après-midi, de 6,614.

Première Cour de District.—Samuel Butler, accusé d'assaut à main armée, s'est déclaré innocent.

Charles Scott, accusé de larcin, s'est déclaré innocent.

Joe, nègre, accusé de larcin, s'est déclaré innocent.

Joseph Carter, John Polan et Joe Wash, nègres, accusés de larcin, se sont reconnus coupables.

Mathilda, négresse, s'est reconnue coupable de larcin.

Charles Thomas, nègre, accusé de larcin, s'est déclaré innocent.

Rixe.—La police du Premier District annonce qu'il y a eu rixe, samedi après-midi, au No 191 de la rue St Joseph entre deux nègres, G Ferguson et Thomas Williams ; que le premier a reçu un coup de hâche et que la blessure est grave.

Les combattants ont été confiés à des militaires.

Concert de M.W. Oliveira et Circuling.—Le talent de M. Oliveira comme violoniste est maintenant si bien apprécié dans notre ville, que le nom seul de cet artiste est la meilleure réclame qu'on puisse lui donner. M. Greuling et les autres artistes dont ces messieurs ont obtenu le concours, sont des instrumentistes de beaucoup de talent. Les occasions d'entendre de la musique de grands maîtres exécutée par de véritables artistes sont très rares, et aucun amateur ne doit négliger celle qui s'offrira mardi prochain. Il est probable que ce concert sera le seul que donnera notre habile violoniste cet hiver. Aussi engageons-nous tous nos dilettantes à lui donner l'encouragement qu'il mérite. On peut retenir des places au comptoir de l'*Opéra*.

☞ Voici le moment d'acheter du charbon. Si vous en voulez d'excellente qualité (de Pittsburg), adressez vous au bureau de MM. W. G. Coyle & Co., 142, rue Gravier.

On écrit de Cherbourg :

L'escadre de l'amiral américain Goldsborough est toujours parmi nous, et nous avons fait de notre mieux pour la bien recevoir. Nos officiers ont échangé une foule de politesses avec les officiers fédéraux, et il y a eu une véritable lutte de courtoisie. Les officiers américains qui visitent avec le plus grand intérêt les défenses de port et les divers bâtiments de notre marine cuirassés, dont le préfet maritime s'est empressé de leur faire les honneurs.

L'escadre américaine restera ici tant que le choléra ravagera les côtes de la Méditerranée.

PAR LE TELEGRAPHE.

Dépêches transmises à l'Abeille.

Ventes de Coton à New-York.

Contrats pour le Service postal.

AFFAIRES DANS LE KENTUCKY.

New York, 7 octobre. — Les ventes de coton ont été hier soir de 13,000 balles, et le nombre de balles reçu pendant la semaine s'élève à 24,000.

Six contrats importants ont été passés pour le service de la poste sur la limite de l'Arkansas et de la Louisiane. Les nouvelles routes donneront Lancaster, Shreveport et d'autres villes de la ligne frontière.

L'imbroglio a cessé dans le Kentucky par la réunion du département à celui du général Thomas.— (La dépêche est ici fort obscure, éd.) Le département du nouveau Mexique est aboli.

Nouvelles télégraphiques.

(Télégrammes de 7.)

Une correspondance spéciale du *Times* dit que R. Bonthwell, de Charleston *Mercury*, devait être arrêté par ordre du général Howard, pour avoir commandé imprudemment que ses esclaves fussent transportés dans la Caroline du Sud. Mais il s'était éloigné avant que l'ordre pût être exécuté.

On écrit de Richmond que le colonel J. Dorsby a été arrêté le 7 dans cette ville pour avoir tenu un langage offensant dans le Commercial *Bulletin* ; mais il a été depuis mis en liberté sur parole.

Le général Robert E. Lee a été installé comme président du collège de Washington à Lexington, Virginie. A la requête du général Howard, l'ex-gouverneur de Boston a publié une lettre du même prince, adressée à la population de Washington et datée du 28 avril. Après de nombreuses condoléances à propos de l'assassinat de M. Lincoln, le prince de Joinville félicite les Américains de la gloire de leur marine, à laquelle il rend pleine justice. Jusque là rien de mieux ; mais il semble que l'auteur de la lettre ait cru que l'éloge ne serait complet s'il n'y jetait contre la marine française des sarcasmes assez étranges sous la plume d'un prince français, et d'un prince que notre marine s'est honorée de compter parmi ses officiers supérieurs.

Si le prince de Joinville se connaît sérieusement pas, par ses propres yeux, les transformations qui se sont accomplies depuis quatorze ans dans la marine française. Comment donc les appréciations peuvent-elles être correctes ? Il est fort bien de rendre justice à qui de droit, mais les officiers qui ont jadis servi sous M de Joinville regretteront sans doute que ce soit à leurs dépens.

EDITION D'HIER.

ARRIVEE DU GUIDING STAR.

Le steamer *Guiding Star*, parti de New York le 30 septembre, est arrivé hier après-midi, avec $165,873 en or et $500,000 en billets du trésor. Il a amené 314 passagers dont en troisième lieu sur la partie anglaise.

ARRIVEE DU GEO. WASHINGTON.

Le steamer *Geo. Washington*, capitaine G. V. Cagne, parti de New-York le 30 septembre, est arrivé hier après-midi, avec les malles. On trouvera la liste de ses passagers dans notre partie anglaise.

UNE AUTRE CONVERTION.

La Convention d'Etat convoquée par le comité des "unionistes conservateurs" s'est réunie hier soir entre cinq et six heures dans la salle de l'Institut des Artisans. L'Assemblée se composait d'environ 80 personnes, y compris les spectateurs admis par la courtoisie.

M. John G Mosteman a proposé la convention à l'ordre et sur sa motion le juge John W. Thomas, de la Cour du Second District, a été choisi comme président temporaire.

Le juge Thomas, après avoir remercié l'assemblée, a présenté quelques observations sur la conduite à tenir par le parti unioniste pendant le cour dans la prochaine élection. Un parti, a-t-il dit, n'a qu'un seul ennemi à combattre, c'est celui qui s'est assemblé, il y a quelques jours, dans la même salle. Il n'y a pas, Dieu merci, de parti républicain noir en Louisiane, a-t-il ajouté, et l'observation prémonitoire par cela qui a ouvert la première convention "que la sécession était plus qu'un crime, que c'était une folie" contenait une grande vérité. Si le parti unioniste conservateur est fidèle à lui-même, si aucune des principes et en désignant ses candidats, s'il n'hésite pas, il emportera l'Etat, mais s'il hésite, s'il manque de fermeté il vaut mieux qu'il ne se présente pas avec aucun candidat.

Le juge Thomas a désigné par scrutateurs provisoires MM A. A. Hope et R. C. Richardson.

L'appel des délégués ayant été fait, il a été constaté que tous les districts représentés de la Nlle Orléans, et huit ou neuf paroisses se trouvaient représentés.

Le président a désigné MM. John T. Michel, de Jefferson, Louis Gastinel, d'Orléans, le juge Dant le plus autorisé l'héritage en ligne, elles ne le partageant entre elles.

" Conseil-t-on les intérêts de l'Allemagne ? Mais leurs confédérés n'ont appris que par les feuilles publiques les arrangements de Gastein. L'Allemagne voulait un Etat indivisible de Schleswig-Holstein, séparé de Danemark et gouverné par un prince dont elle avait épousé les préférences. Ce candidat populaire est mis de côté aujourd'hui, et les duchés, séparés au lieu d'être unis, passent sous deux dominations différentes.

" Est-ce l'intérêt des duchés eux-mêmes qu'ont voulu garantir les deux puissances ?..... Mais l'union indissoluble des différentes états, disait-on, la condition essentielle de leur prospérité, disait-on, la condition essentielle de leur prospérité, disait-on, la condition essentielle de leur prospérité